

**Séance ordinaire du
mardi 17 décembre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le dix sept décembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Politique alimentaire et
agriculture urbaine**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Annie YAGUE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Flora LABOURIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

**Plan France 2030 - Projet TerrAsol - Appel à manifestation d'intérêt
"Démonstrateurs territoriaux des transitions agricoles et alimentaires" -
Convention de partenariat et de reversement - Approbation - Autorisation de
signature**

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre du plan France 2030, l'Etat, via la Banque des Territoires, a lancé l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) programme d'Investissements d'avenir (PIA) 4, portant sur la constitution de « *Démonstrateurs territoriaux des transitions agricoles et alimentaires* ». Cet AMI, doté d'un budget de 152 millions d'euros, prévoit de soutenir des projets mobilisant 2 à 10 millions d'euros de subvention sur 2 à 5 ans.

Les projets soumis à cet AMI doivent :

- Répondre aux principaux défis de la transition agroécologique ;
- Être soutenus par une collectivité territoriale et impliquer un écosystème d'acteurs diversifiés au sein d'un groupement ou consortium ;
- Viser à concrétiser une stratégie de transformation territoriale élaborée dans une approche systémique et collaborative ;
- Mettre en œuvre des solutions innovantes dans une logique de répliquabilité.

Les échanges réguliers entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le collectif Territoires à VivreS qui regroupe 26 organisations montpelliéraines, et la Chaire Unesco Alimentation du Monde, ont favorisé l'émergence d'un projet partagé : « *Territoire alimentaire Solidaire (TerrAsol) - Une gouvernance pour des solidarités du territoire alimentaire montpelliérain* ».

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole se sont ainsi associées, dès 2022, à une candidature collective autour de ce projet, avec pour coordinateur technique et administratif du projet la Fédération Régionale des Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu Rural (FR CIVAM). Avec 29 autres candidatures en France, le projet TerrAsol a été retenu, en 2022, dans une première phase dite de « *maturation* », destinée à accompagner l'ingénierie des différentes composantes du projet TerrAsol, dotée de 300 000 € de subventions.

En mars 2024, encouragé par une dynamique collective fructueuse, le projet TerrAsol a actualisé sa candidature et confirmé son intention de passer en « *phase de réalisation* », en proposant un consortium de 12 projets/actions, totalisant 20,54 millions d'euros d'investissement et sollicitant une aide globale de 10 millions d'euros auprès du Secrétariat Général pour l'Investissement (SGPI), en charge de France 2030.

Le 02 juillet 2024, soulignant la grande qualité du projet et son ambition, en droite ligne avec les objectifs de France 2030, visant à faire émerger des projets territoriaux agissant pour une alimentation saine, durable, performante et structurée entre acteurs locaux, le Secrétaire Général du SGPI, Monsieur Bruno BONNELL, a notifié sa décision d'attribuer une aide pouvant aller jusqu'à 10 millions d'euros, faisant ainsi du projet TerrAsol le premier projet français à se voir confirmer son accord de passage en phase de réalisation.

Le projet TerrAsol vise à faire la preuve de l'intérêt d'une nouvelle approche et d'une nouvelle gouvernance des transitions alimentaires, basées sur les concepts de solidarités et de démocratie alimentaire sur le territoire de Montpellier, en coopération avec ses territoires de proximités et de coopération.

Par territoire, est entendu, d'une part, l'espace physique et social où l'on vit où peuvent se construire des solidarités entre habitants. D'autre part, il est entendu comme l'espace dont on vit : les espaces nourriciers de la ville, au-delà du péri-urbain, jusque dans le milieu rural, avec lesquels peuvent se construire des solidarités entre citadins et agriculteurs. Les solidarités sont entendues ici comme des relations d'interdépendance, pour faire cause commune dans l'intérêt général.

TerrAsol entend expérimenter trois types de solidarité :

- Une solidarité citoyenne, pour penser démocratiquement l'accès de toutes et tous à une alimentation choisie et de qualité, tout en favorisant un système alimentaire territorial plus durable, pour construire des dispositifs par lesquels les habitants conquièrent du pouvoir d'agir et construisent une "*citoyenneté alimentaire*", pour s'inscrire dans la perspective politique du projet de sécurité sociale de l'alimentation ;
- Une solidarité entre le bassin de consommation que représentent la ville et ses territoires nourriciers, pour construire ensemble des modes de production agricole et des filières alimentaires équitables et négociées du point de vue de leurs rapports à l'environnement et de leurs effets sur la santé, en y ajoutant une forte préoccupation sociale, souvent négligée ;
- Une solidarité entre acteurs du système alimentaire pour tester une gouvernance multi-acteurs de l'alimentation, incluant la population de façon la plus inclusive possible, les politiques, la société civile, les entreprises et la recherche et participer à la construction d'une véritable démocratie alimentaire.

En plus de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, TerrAsol rassemble désormais :

- 7 associations coopératives : FR CIVAM OCCITANIE, CIVAM BIO 34, VRAC & COCINAS, CAISSE ALIMENTAIRE COMMUNE, ESPERLUETTE, HAUTS VAL & CO, TERRACOOPA ;
- 4 instituts de recherche : INSTITUT AGRO (CHAIRE UNESCO ALIMENTATIONS DU MONDE), INRAE (UMR INNOVATION), CIRAD (UMR MOISA ET ART DEV), MSH SUD ;
- 3 acteurs économiques : SOMIMON (MIN), ABATTOIR À LA FERME DE L'HÉRAULT, REGROUPEMENT CIRCUIT COURT VOLAILLES 34.

Soit 16 partenaires au total, réunis au sein d'un consortium, dont le coordonnateur technique et financier du projet est la FR CIVAM. A ce titre, la FR CIVAM OCCITANIE recevra les fonds en provenance de la Banque des Territoires pour les différents projets et assurera les versements à chaque membre du consortium, ainsi que le reporting global du projet. Dans ce cadre, la FR CIVAM OCCITANIE sera le partenaire signataire de la convention de financement avec la Banque des Territoires.

Les projets/actions portées dans TerrAsol sont au nombre de 12.

La Ville de Montpellier porte les projets suivants :

- Création d'un réseau de maisons de l'alimentation solidaire (MAS) en partenariat avec la Caisse Alimentaire Commune, les associations Esperluette, Vrac & Cocinas, Hauts Val & Co. Ces maisons ont pour but de favoriser l'accès à une alimentation choisie, de qualité et durable, de lutter contre la précarité alimentaire, tout en soutenant un système alimentaire territorial en transition. Elles s'appuient sur des activités concrètes et participatives telles que des épiceries, des groupements d'achats de produits locaux, un restaurant solidaire, un café associatif ou encore une cuisine partagée ;
- Mise en œuvre d'un camion cuisine itinérant équipé d'une cuisine pédagogique et d'un espace de sensibilisation avec pour objectifs :
 - ✓ Reconnecter l'enfant au vivant et à son territoire nourricier (production agricole, aliments bruts, origine, saisonnalité) ;
 - ✓ Sensibiliser l'enfant à une alimentation durable, saine, respectueuse de l'environnement et de la santé pour l'initier à de nouveaux modes de consommation ;
 - ✓ Sensibiliser le cercle familial via l'enfant prescripteur aux enjeux d'une alimentation saine et durable, et encourager par ce biais les parents à inscrire leurs enfants à la cantine afin que chaque enfant ait accès régulièrement à un repas équilibré et de qualité, notamment dans les écoles des quartiers prioritaires Politique de la Ville (QPV) ;
 - ✓ Recréer le lien cuisinier-mangeur pour faire le pont avec la restauration scolaire via l'équipe du camion ambassadrice de la cuisine centrale où sont produits les repas des écoles ;

Les autres projets sont les suivants :

- Elargissement de l'expérimentation de caisse alimentaire commune et d'un comité citoyen de l'alimentation – Porteur la Caisse Alimentaire Commune ;
- Mise en œuvre de la stratégie opérationnelle métropolitaine de transformation des paysages alimentaires – Porteur Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Chemins de transition, gouvernance et prospective du système alimentaire territorial - Porteur Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Création d'un fonds d'aide TerrAsol – Porteur Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Améliorer la connexion de la Métropole à ses territoires nourriciers en développant des solutions logistiques adaptées et accessibles aux circuits alimentaires de proximité – porteur SOMIMON – Porteur MIN de Montpellier ;
- Formation aux enjeux de l'alimentation durable et des solidarités alimentaires – Porteur la Chaire UNESCO Alimentation du Monde, Institut Agro Montpellier ;
- Laboratoire citoyen de communs alimentaires – Porteur Vrac & Cocinas en partenariat avec la Chaire Unesco Alimentations du Monde, Maison des Sciences de l'Homme Sud, laboratoires de recherche associés (INRAE, CIRAD) ;
- Structurer une offre paysanne et une demande groupée autour de la caisse alimentaire commune – Porteur la FR CIVAM Occitanie ;
- Création d'un abattoir mobile multi-espèces dans l'Hérault – Porteur association « *Abattage à la Ferme Hérault* », INRAE (UMR Innovation) ;
- Création d'un abattoir collectif mobile et accompagnement à la création d'un atelier de diversification volailles de chair – Porteur regroupement Circuit-Court Volailles 34 (RCCV34), Civam BIO 34.

Les projets présentés par la Ville de Montpellier représentent un engagement global de 1 700 000 €, cofinancé par la Banque des Territoires à hauteur de 628 000 € soit 36,9% d'aide.

Les projets présentés par la Ville de Montpellier sont inscrits à la feuille de route stratégique de la politique alimentaire.

TerrAsol vient ainsi soutenir en recettes les projets et permet également de cofinancer l'ingénierie des projets par le cofinancement d'un poste de chargé de projets existants pour la Ville, mais aussi de soutenir directement le fonctionnement des associations impliquées dans l'exploitation de la Maison de l'Alimentation Solidaire de Celleneuve porté par la Ville.

La maquette financière globale du projet TerrAsol est soumise à une analyse de conformité avec le cadre des aides publiques. Conduite par la direction juridique de la Banque des Territoires, cette analyse peut venir modifier des montants de subventions, en particulier sur les actions portées par des partenaires privés. En tout état de cause, ces modifications n'engendreront pas de modifications à la hausse des contributions indiquées pour la ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'association de la Ville de Montpellier à la phase de réalisation du projet TerrAsol pour les projets présentés représentant un engagement global maximal de 1 700 000 € sur 5 ans ;
- D'approuver les termes de la convention de partenariat et de reversement pour la mise en œuvre du projet TerrAsol ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Eddine ARIZTEGUI.

Fait à Montpellier, le 24 décembre 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 décembre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 241107_accord consortium realisation pour 3M etfcivam 08 nov

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241217-285878-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 26/12/24
Réception en Préfecture : 26/12/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Date : 08/11/2024

**CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE REVERSEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE
DU PROJET TERRASOL - PHASE DE RÉALISATION**

Entre :

La Fédération Régionale des CIVAM d'Occitanie (FR CIVAM OCCITANIE), association loi 1901, Coordinateur du projet TerrAsol, dont le siège social est Maison des agriculteurs, Mas de Saporta CS 50023 - 34875 Lattes cedex représentée par son Co-Président Pierre Baudéan, Ci-après dénommé "le Coordinateur".

D'une part,

Et : Montpellier Méditerranée Métropole dont le siège social est situé 50 Place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2, représentée par son Président Michaël Delafosse

Et : La Ville de Montpellier, commune dont le siège social est situé 1 place Georges Frêche - 34267 Montpellier Cedex 2, représentée par son Maire Michaël Delafosse

Et : L'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement L'Institut Agro), établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 42 rue Scheffer - 75116 Paris, au titre de sa fondation universitaire Fondation Institut Agro et de sa **Chaire Unesco Alimentations du monde**, représenté par Madame Anne-Lucie WACK, en sa qualité de Directrice Générale.

Et : L'association Vrac & Cocinas, association loi 1901, dont le siège social est situé au 14 rue Marcellin Albert 34080 Montpellier, représentée par son Président Nicolas Bricas.

Et : L'association Abattoir à la ferme Hérault, association loi 1901, dont le siège social est La Barre, Saint-Maurice-de-Navacelles 34520, représentée par sa Présidente Emilie Dequiedt

Et : L'Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement (INRAE), Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique (EPST), dont le siège social est situé 147 rue de l'Université - 75338 Paris 07, représenté par Monsieur Philippe Mauguin, son Président Directeur Général et par délégation par Monsieur Sylvain Labbé, Président du Centre de Recherche Occitanie Montpellier, sis 2 place Pierre Viala - 34060 Montpellier

Et : SOMIMON, Société d'économie mixte du Marché d'Intérêt National de Montpellier, Société Anonyme au capital de 240 000 euros, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro B 460 800 311 - dont le siège social est sis 281, avenue du Marché Gare à Montpellier (34070), représentée par son Directeur Général, Monsieur Olivier Lauro

Et : L'Esperluette, Association loi 1901, dont le siège social est situé au 14, rue Marcellin Albert, 34080 Montpellier, représentée par Valentine Sarrut

Et : Terracoopa, SARL COOPERATIVE (Loi 47), dont le siège social est situé au Pôle REALIS, CS 17406, 710 rue Favre de Saint Castor, 34184 Montpellier CEDEX 4, représentée par Diane Pellequer

Et : Hauts Val & Co, Association loi 1901, dont le siège social est situé 2618, Avenue de l'Europe, 34080 Montpellier, représentée par Bérénice Mey

Et : CIVAM AGROBIOLOGIQUE 34, association loi 1901, dont le siège social est Maison des agriculteurs, Mas de Saporta CS 50023 – 34875 Lattes cedex représentée par son Président Basile Dequiedt

Et : L'association Regroupement circuits courts volailles, Association loi 1901, dont le siège social est Les Horts, 34390 Saint Julien, représentée par Jean-Michel Bedoya

Et : Le CIRAD, Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement, établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), situé 42 rue Scheffer, 75116 Paris, représenté par Paule Moustier, directrice de l'UMR MOISA

Et : La Caisse Alimentaire Commune de Montpellier, association loi 1901, dont le siège social est situé au 5 rue Marcellin Albert, 34 080 Montpellier. Représentée par Vincent Nourigat

Et : Le CNRS, centre national de la recherche scientifique, Etablissement xxxxxxxxxxxx dont le siège social est situé xxxxxxxxxxxx, représenté par xxxxxxxxxxxx, au titre de la Maison des Sciences et de l'Homme de Montpellier

D'autre part,

Ci-dessous dénommés collectivement « les Partenaires » et individuellement « le Partenaire »

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Le projet TerrAsol vise à faire la preuve de l'intérêt d'une nouvelle approche et d'une nouvelle gouvernance des transitions alimentaires, basées sur les concepts de solidarités et de démocratie alimentaire sur le territoire de Montpellier. Par territoire, on entend d'une part l'espace physique et social où l'on vit - le quartier, la ville, la métropole - où peuvent se construire des solidarités entre habitants. On l'entend également comme l'espace dont on vit : les espaces nourriciers de la ville,

au-delà du péri-urbain jusque dans le milieu rural, avec lesquels peuvent se construire des solidarités entre citadins et agriculteurs. Les solidarités sont entendues ici non pas comme de l'altruisme vis-à-vis de personnes en difficulté, mais bien comme des relations d'interdépendance pour faire cause commune dans l'intérêt général. Sur ces bases, ce projet entend faire la preuve de trois types de solidarité qui interagissent pour favoriser un système alimentaire territorial durable :

a) Une solidarité citoyenne, pour permettre l'accès de toutes et tous à une alimentation choisie et de qualité, dont les critères font l'objet d'une décision éclairée par les habitants. Il s'agit de dépasser la forme encore dominante d'une lutte contre la précarité alimentaire par le seul dispositif dit d'aide alimentaire, basé sur l'achat et la distribution de produits à bas coûts et la redistribution de surplus du système alimentaire, un système inscrit dans les circuits longs et le modèle industriel, aux forts impacts sociaux et environnementaux. L'enjeu est de construire des dispositifs plus durables et notamment plus inclusifs, en mixité sociale, où les citoyens retrouvent du pouvoir d'agir et qui renforcent la cohésion sociale.

b) Une solidarité entre territoires, entre le bassin de consommation que représente la ville et ses territoires nourriciers. Il s'agit de construire ensemble des modes de production agricole et des filières alimentaires équitables et négociées du point de vue de leurs rapports à l'environnement et de leurs effets sur la santé. Ce projet cherche donc à construire des systèmes alimentaires durables des points de vue environnemental, économique et sanitaire, en y ajoutant une forte préoccupation sociale, jusqu'à présent souvent négligée.

c) Une solidarité entre acteurs du système alimentaire. Ce projet cherche enfin à dépasser une approche basée sur des diagnostics et des propositions des seuls experts. Il vise au contraire à tester une gouvernance multi-acteurs de l'alimentation, incluant la population de façon la plus inclusive possible, les politiques, la société civile, les entreprises et la recherche. En ce sens, ce projet cherche à contribuer à un renouvellement de l'action publique et à la construction d'une véritable démocratie alimentaire qui rééquilibre les rapports de pouvoir au profit des citoyens et producteurs.

Le projet est issu d'une dynamique d'acteurs du territoire montpelliérain qui œuvrent déjà au travers de multiples collaborations à un objectif commun de territoire alimentaire durable et résilient et qui portent collectivement ce projet : la Ville et la Métropole de Montpellier au travers de leurs ambitieuses politiques agro-écologique et alimentaire ; la société civile engagée dans l'expérimentation de nouvelles formes de solidarité alimentaire avec 20 structures locales réunies dans le collectif "Territoire à vivres Montpellier" ; la recherche montpelliéraine au travers des programmes sur les systèmes alimentaires urbains durables (Surfood) et sur les solidarités alimentaires animés par la Chaire Unesco Alimentations du Monde. Les citoyens commencent à être associés à certaines de ces actions mais ce projet vise à étendre et accélérer leur participation. Les entreprises agricoles, de l'agro-alimentaire, de la logistique et de la distribution sont également parties prenantes de ce projet.

PARTENAIRES	CONTRIBUTION
-------------	--------------

FR CIVAM Occitanie	Coordination du projet, Mise en œuvre de l'action portant sur : « Structurer et mettre en lien une offre paysanne et une demande groupée autour de la Caisse alimentaire commune »
Métropole de Montpellier	Mise en œuvre des actions portant sur : Chemins de transition : Gouvernance et prospective du Système alimentaire territorial Stratégie d'évolution des paysages alimentaires de la métropole pour les rendre plus accessibles et durables Fonds d'Aide TerrAsol (FASOL)
Ville de Montpellier	Mise en œuvre des actions portant sur : Les maisons de l'alimentation solidaires, Le camion-cuisine pédagogique
Vrac & Cocinas	Mise en œuvre des actions portant sur : Les maisons de l'alimentation solidaires (Mas de Celleneuve et MAS de Lemasson) Laboratoire citoyen des communs alimentaires, Appui au développement d'initiatives alimentaires citoyennes dans les quartiers et communes de la métropole « Structurer et mettre en lien une offre paysanne et une demande groupée autour de la Caisse alimentaire commune »
Institut Agro (Chaire Unesco Alimentations du monde)	Mise en œuvre des actions portant sur : Co-coordination recherche-évaluation du projet Formation aux enjeux de l'alimentation durable et des solidarités alimentaires Laboratoire citoyen des communs alimentaires Améliorer la connexion entre bassins de consommation et territoires nourriciers par l'intermédiaire structurant du MIN de Montpellier
Abattoir mobile à la ferme	Mise en œuvre des actions portant sur : Création d'un abattoir mobile dans l'Hérault (camion abattoir)
SOMIMON	Mise en œuvre des actions portant sur : Améliorer la connexion entre bassins de consommation et territoires nourriciers par l'intermédiaire structurant du MIN de Montpellier
L'esperluette	Mise en œuvre des actions portant sur : MAS Celleneuve montage et développement expérimental

Terracoopa	Mise en œuvre des actions portant sur : Structurer et mettre en lien une offre paysanne et une demande groupée autour de la Caisse alimentaire commune
Hauts Val & Co	Mise en œuvre des actions portant sur : MAS Hauts de Massane Equipement et développement expérimental
CIVAM BIO 34	Mise en œuvre des actions portant sur : Développement de la filière volailles en circuit court et de qualité – création d'un abattoir collectif mobile et accompagnement à la création d'un atelier de diversification volailles de chair
RCCV	Mise en œuvre des actions portant sur : Développement de la filière volailles en circuit court et de qualité – création d'un abattoir collectif mobile et accompagnement à la création d'un atelier de diversification volailles de chair
Caisse alimentaire commune de Montpellier	Mise en œuvre des actions portant sur : Expérimentation de la caisse alimentaire commune et appui au développement d'initiatives alimentaires citoyennes dans les quartiers et communes de la métropole Structurer et mettre en lien une offre paysanne et une demande groupée autour de la Caisse alimentaire commune
INRAE (UMR INNOVATION)	Mise en œuvre des actions portant sur : Accompagnement à la création d'un abattoir mobile dans l'Hérault (camion abattoir) Laboratoire citoyen des communs alimentaires
CIRAD	Mise en œuvre des actions portant sur : Laboratoire citoyen des communs alimentaires Améliorer la connexion entre bassins de consommation et territoires nourriciers par l'intermédiaire structurant du MIN de Montpellier Coordination du projet
CNRS (MSH SUD)	Contribution au laboratoire citoyen des communs alimentaires

Le projet TerrAsol est lauréat de l'appel à manifestation d'intérêt "AMI Démonstrateurs territoriaux des transitions agricoles et alimentaires" dans le cadre du plan France 2030, opéré par la Banque des Territoires. Pour la phase de réalisation du projet TerrAsol, les Partenaires ont conclu une convention de partenariat et de reversement prenant effet le 7 novembre 2022 pour une durée de dix-huit (18) mois.

ARTICLE 1 : Objet

Le présent accord de partenariat, ci-après dénommé « Accord », a pour objet de définir les relations entre les Partenaires dans le cadre de la phase de réalisation du projet TerrAsol et notamment de :

- Déterminer leurs droits et leurs obligations relatifs à l'exécution du projet,
- Organiser la gouvernance du Projet,
- Cadrer les justifications des dépenses.

Aucune stipulation de l'accord de partenariat ne pourra être interprétée comme constituant entre les Partenaires une entité juridique de quelque nature que ce soit, ni impliquant une quelconque solidarité entre les Partenaires. Les Partenaires déclarent que l'Accord ne peut en aucun cas être interprété ou considéré comme constituant un acte de société, l'affectio societatis est formellement exclue.

Aucun Partenaire n'a le pouvoir d'engager les autres Partenaires ni de créer des obligations à la charge des autres Partenaires, en dehors du Coordinateur dans le seul cadre de la mission qui lui est confiée et dans la limite des droits qui lui sont conférés ci-après.

ARTICLE 2 : Engagement des partenaires

Le Coordinateur du projet TerrAsol signe, pour le compte des Partenaires signataires du présent Accord, la convention de financement du Projet avec la Banque des Territoires. Tout comme le Coordinateur, les Partenaires sont soumis pour leur compte à l'ensemble des obligations exposées dans la convention signée avec la Banque des Territoires pour la phase de réalisation du projet TerrAsol.

Les Partenaires s'engagent à apporter dans le Projet leurs Contributions (notamment financières et techniques), telles que fixées dans la description du Projet figurant à l'Annexe 1. Ces Contributions pourront, le cas échéant, être modifiées en cours de Projet conformément à la procédure du Comité de pilotage définie à l'article 5. Toute modification des Contributions donnera lieu à la signature d'un avenant à la présente convention.

Chaque Partenaire s'engage à nommer en interne un responsable technique, chargé de rendre compte de la réalisation des Contributions auprès du (des) référents (s) du (des) Groupes de travail auquel (auxquels) il participe et du Coordinateur.

Chaque Partenaire s'engage à nommer en interne un référent administratif et financier en charge de rendre compte de la réalisation administrative et financière du projet auprès du Coordinateur.

ARTICLE 3. Durée

La convention entrera en vigueur à sa date de signature avec un effet rétroactif au 1^{er} juillet 2024 (ci-après « Date d'effet »). La convention est conclue pour la durée

du Projet, et prendra fin lorsque tous les Partenaires auront réalisé l'ensemble de leurs Contributions, conformément à la description du Projet figurant à l'Annexe 1 de la convention.

ARTICLE 4. Gouvernance du partenariat

La gouvernance du Projet est constituée d'une équipe de coordination (coordinateur technique, coordinateur administratif et coordinateur recherche), d'un groupe de travail par axe du projet et d'un comité de pilotage.

4.1. Coordination du Projet :

Le Coordinateur assure les fonctions de **coordinateur technique** et de **coordinateur administratif**. Il est chargé de :

- Être l'intermédiaire entre les Partenaires et la Banque des Territoires en tant qu'opérateur pour le compte de l'Etat de l'AMI « démonstrateurs territoriaux des transitions agricoles et alimentaires », dont le projet TerrAsol est lauréat ;
- Être l'intermédiaire entre les Partenaires au sein du Comité de pilotage ;
- Diffuser aux Partenaires, dans un délai raisonnable pour le bon déroulement du Projet, toutes correspondances d'intérêt commun en provenance de la Banque des Territoires ou toute correspondance à destination de la Banque des Territoires ayant notamment pour objet de lui faire part de toute difficulté rencontrée dans la réalisation du Projet ;
- Rassembler et transmettre à la Banque des Territoires selon l'échéancier défini par la Banque des Territoires un rapport sur l'état d'avancement du Projet, ainsi que, le cas échéant, un rapport final au terme du Projet ;
- Assurer la communication entre les Partenaires ;
- Coordonner l'action des Partenaires pour l'exécution du Projet et notamment établir, diffuser et mettre à jour le calendrier général du Projet et contrôler son exécution ;
- Assurer le suivi de l'avancement de la réalisation des Contributions ;
- Convoquer les réunions du Comité de pilotage, rédiger et diffuser les comptes rendus, tenir les registres des comptes rendus, et, de manière générale, assurer le secrétariat du Projet ;
- Gérer les versements de subvention selon les règles fixées dans l'article 6.

Le Coordinateur est également chargé de faire signer à tout partenaire entrant dans le Consortium en cours d'exécution de l'Accord, un avenant à l'Accord par lequel il ratifie celui-ci, conformément aux dispositions de l'article « Entrée d'un nouveau Partenaire » de l'Accord.

Le Coordinateur n'est pas autorisé à agir au-delà du périmètre de sa mission, défini au présent Accord. Il n'est pas non plus autorisé à prendre un engagement quelconque au nom et pour le compte de l'un des Partenaires ou de l'ensemble d'entre eux, sans l'autorisation préalable de ceux-ci.

Pour permettre au Coordinateur d'effectuer sa mission, chaque Partenaire aura l'obligation de :

- Fournir au Coordinateur les éléments de réponse relatifs aux demandes éventuelles de la Banque des Territoires ;
- Porter à la connaissance du Coordinateur, via le(s) groupe(s) de travail concerné(s), l'état d'avancement de sa Contribution ;
- Prévenir dans les plus brefs délais le Coordinateur de toute difficulté susceptible de compromettre l'exécution normale du Projet ;

- Transmettre au Coordinateur, à sa demande, les éléments nécessaires à l'établissement des rapports techniques périodiques et le cas échéant du rapport de fin de démonstrateur destinés à la Banque des Territoires.

4.2. Groupes de travail

Les **groupes de travail** sont composés d'un représentant de chaque Partenaire participant à l'axe concerné. Le référent de chaque groupe de travail est désigné par le comité de pilotage et a en charge la convocation des réunions du **groupe de travail**, la rédaction des comptes rendus, et leur diffusion auprès des membres du **groupe de travail**, du Comité de pilotage et de la coordination du projet. Les **groupes de travail** sont chargés, pour chaque axe, de :

- Définir les objectifs, les livrables et les indicateurs d'évaluation de chaque axe sur la période de réalisation du Projet,
- Identifier les acteurs non-membres de l'actuel partenariat à associer à la réalisation du Projet,
- D'assurer le suivi dans la réalisation des Contributions de chaque Partenaire,
- De faire des propositions d'évolution, de modification ou de réorientation du Projet au Comité de pilotage,
- De mettre en œuvre les orientations stratégiques et scientifiques décidées par le Comité de pilotage,
- D'informer le Coordinateur et le Comité de pilotage des décisions prises par les groupes de travail, des difficultés dans l'exécution du Projet et/ou de la défaillance de l'un des Partenaires dans la réalisation de ses Contributions.

Chaque Groupe de travail se réunit autant que de besoin pour la réalisation des tâches et du planning associé à l'axe, sur convocation de son Référent. Ils arrêtent leurs décisions dans un compte-rendu de réunion qui est adressé à l'ensemble des Partenaires du Projet.

Composition des Groupes de travail :

Groupes de travail	Référents	Membres
Caisse alimentaire Commune	Marco Locuratolo (Fr Civam), Pauline Scherer (Vrac & Cocinas)	L'Esperluette, l'association "la caisse alimentaire commune de Montpellier", la Ville de Montpellier, Métropole de Montpellier, la Graine
Dispositifs de citoyenneté alimentaire	Marie-Clémentine Foussat (Ville de Montpellier), Cécilia Darbouret (VRAC),	Métropole de Montpellier, FR Civam, L'Esperluette, Vrac & Cocinas, Hauts Val & Co', l'association "la caisse alimentaire commune de Montpellier"
Approvisionnements solidaires	Clara Boudet (FRCivam), Badi Alam El-Dine (Métropole de Montpellier), Marion Mazel (MIN de Montpellier)	Ville de Montpellier, SOMIMON, Association Abatt Mobile, Regroupement circuits courts volailles, Esperluette, VRAC & Cocinas, Cirad, Terracoopa, Civam Bio 34, Hauts Val & Co'

Prospective gouvernance alimentaire	et Isabelle Terrasson (Métropole de Montpellier) + nouvelle recrue Métropole	FR CIVAM, Vrac & Cocinas, Ville de Montpellier, Cirad, Chaire Unesco Alimentations du monde
Recherche, formation et évaluation	Morgane Laurens (Chaire Unesco Alimentations du monde)	Vrac & Cocinas, Chaire Unesco Alimentations du monde, INRAé, Cirad, Université de Montpellier

4.3 Comité de pilotage

Le **Comité de pilotage du projet** est composé d'un représentant de chaque Partenaire. Ces représentants, nommés par les Partenaires au sein de leur structure, doivent avoir le pouvoir d'engager les Partenaires dans le cadre du Projet. Ces représentants sont :

Partenaire	Représentant
Métropole de Montpellier	Isabelle Touzard
Ville de Montpellier	Marie Massart
SOMIMON	Olivier Lauro
Institut Agro (Chaire Unesco Alimentation du monde)	Damien Conaré
FR CIVAM Occitanie	Nathalie Barthe
Vrac & Cocinas	Pauline Scherer
INRAE	Sébastien Mouret
Abattoir Mobile de l'Hérault	Emilie Dequiedt
CIRAD	Nicolas Bricas
Hauts Val & Co	Bérénice Mey
CIVAM Bio 34	Basile Dequiedt
Terracoopa	Diane Pellequer
L'Esperluette	Valentine Sarrut
Regroupement circuits courts volailles (RCCV)	Jean-Michel Bedoya
Caisse alimentaire commune de Montpellier	Vincent Nourigat

Les Partenaires feront en sorte de porter à la connaissance des autres Partenaires par courrier/mail tout changement de leurs représentants.

En outre, les Partenaires conviennent que pour certains aspects techniques du Projet, le Comité de pilotage pourra faire appel à des tiers experts pour assister à une ou plusieurs réunions du Comité de pilotage. Chaque Partenaire peut s'opposer à la présence d'un tel tiers expert n'appartenant pas au personnel d'un des Partenaires. Si de tels tiers experts n'appartiennent pas au personnel d'un des Partenaires, ils devront avoir signé un accord de confidentialité préalablement à leur participation au Comité de pilotage. Ces tiers experts joueront un rôle consultatif et ne participeront pas à la prise des décisions par le Comité de pilotage.

Le Comité de pilotage se réunit une fois par trimestre. Les réunions feront l'objet de comptes rendus rédigés par le Coordinateur et transmis à chacun des Partenaires. Le Comité de pilotage prend les décisions relatives à la direction globale du Projet, en conformité avec les stipulations de la convention, et conformément aux attributions suivantes :

- Statue sur l'orientation stratégique et scientifique du Projet ;
- Statue sur le budget du Projet et les éventuelles modifications à y apporter au regard du projet de budget fixé dans l'Annexe financière ; toute

modification du budget ou des conditions financières, tels que fixés à l'Annexe financière, est soumise à l'accord écrit préalable et exprès du (des) Partenaire(s) concerné(s) et de la Banque des Territoires ;

- Statue sur les éventuelles modifications à apporter aux Contributions. Toute modification, et notamment l'augmentation de la Contribution d'un des Partenaires, se fait sur proposition du Coordinateur après accord écrit préalable et exprès du (des) Partenaire(s) concerné(s) ;
- Statue sur l'avancement de la réalisation des Contributions ;
- Valide les livrables ;
- Statue sur l'entrée d'un nouveau Partenaire dans le Consortium, dans les conditions de l'article « Entrée d'un nouveau Partenaire » ;
- Statue sur le retrait ou l'exclusion d'un Partenaire, dans les conditions de l'article « Retrait ou exclusion d'un Partenaire » ;
- Contrôle le respect des règles de confidentialité telles que définies aux articles « Confidentialité » ;
- Statue sur le principe et le contenu des publications et communications relatives au Projet dans son ensemble et/ou notamment aux Connaissances nouvelles, dans les conditions de l'article 9 « Publications et communications » ;
- Reçoit les informations sur les sous-traitants proposés par les Partenaires pour la réalisation de tout ou partie de certaines Contributions liées à la coordination et l'évaluation du Projet,
- Arbitre en cas de difficultés d'exécution du Projet, et statue, sur proposition du Coordinateur ou d'un des Partenaires, notamment sur les solutions à apporter.

A l'exception des cas expressément prévus aux articles 7 et 12 de l'Accord où les décisions doivent être prises à l'unanimité, toutes les décisions du Comité de pilotage sont prises à la majorité qualifiée des trois-cinquièmes (3/5) des représentants des Partenaires, chaque Partenaire disposant d'une seule voix de même valeur, et sous réserve de l'approbation de la Banque des Territoires le cas échéant.

Chaque fois que la majorité qualifiée des trois-cinquièmes (3/5) ne sera pas atteinte, le Comité de Pilotage réexaminera le(s) point(s) de désaccord(s) dans un délai d'un (1) mois.

ARTICLE 5. Engagement des Partenaires

Les Partenaires s'engagent à apporter dans le Projet leurs Contributions (notamment financières et techniques), telles que fixées dans la description du Projet figurant à l'Annexe 1. Ces Contributions pourront, le cas échéant, être modifiées en cours de Projet conformément à la procédure du Comité de pilotage définie à l'article 4.3. Toute modification des Contributions donnera lieu à la signature d'un avenant à la présente convention.

Chaque Partenaire s'engage à nommer en interne un responsable technique, chargé de rendre compte de la réalisation des Contributions auprès du (des) référents (s) du (des) **Comité(s) technique(s)** auquel (auxquels) il participe et du Coordinateur.

Partenaire	Responsable technique
Métropole de Montpellier	Nouvelle recrue Métropole, Justine Labarre et Badi Alam El Dine
Ville de Montpellier	Marie-Clémentine Foussat
SOMIMON	Marion Mazel

Institut Agro (Chaire Unesco Alimentations du monde)	Damien Conaré
FR CIVAM Occitanie	Marco Locuratolo
Vrac & Cocinas	Pauline Scherer / Cécilia Darbouret
Abattoir Mobile de l'Hérault	Emilie Dequiedt
INRAE	Sébastien Mouret
CIRAD	Joaquin Ameller Pavez
Caisse Alimentaire Commune de Montpellier	Marco Locuratolo / Manuel Sevilla
Hauts Val & Co	Victor Delescluse
CIVAM Bio 34	Céline Mendes
Terracoopa	Diane Pellequer
L'Esperluette	Nouvelle recrue
Regroupement circuits courts volailles (RCCV)	Jean-Michel Bedoya

Les Partenaires s'engagent en outre à mettre en place une traçabilité de leurs travaux de réalisation des Contributions.

De manière générale, les Partenaires s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de leurs Contributions dans les délais impartis. Il est expressément convenu entre les Partenaires que le présent Accord constitue une obligation de moyens, et non une obligation de résultats au sens de la jurisprudence.

Chaque Partenaire s'engage à nommer en interne un référent administratif et financier en charge de rendre compte de la réalisation administrative et financière du projet auprès du Coordinateur.

Partenaire	Référent administratif et financier
Métropole de Montpellier	Eglantine Core/Bruno GUARINIELLO
Ville de Montpellier	Eglantine Core/ Bruno GUARINIELLO
SOMIMON	Marion Mazel
Institut Agro Montpellier	Christèle Cornier
FR CIVAM Occitanie	Fatima Agoudib
Vrac & Cocinas	Cécilia Darbouret
Abattoir Mobile de l'Hérault	
INRAE	Virginie Cordoba
CIRAD	Claudia FLOREZ-MURPHY
Caisse Alimentaire Commune de Montpellier	Manuel Sevilla
Hauts Val & Co	Zaccaria Niang
CIVAM Bio 34	Aurélié Alvarez
Terracoopa	Diane Pellequer
L'Esperluette	Nouvelle recrue
Regroupement circuits courts volailles (RCCV)	
CNRS (MSH Sud)	

Les Partenaires s'engagent à respecter les engagements pris par le Coordinateur du Projet en leur nom et présenté dans l'article 4 de la convention le liant à la Banque des Territoires pour le financement de la phase de réalisation du projet TerrAsol. Ces engagements sont reproduits en annexe 6 du présent accord de partenariat.

ARTICLE 6. Modalités financières

Le Coordinateur recevra directement de la Banque des Territoires l'aide allouée au Projet sur un compte bancaire dédié au Projet. Il reversera l'aide correspondant à la Contribution de chaque Partenaire au Projet. Il minorera le versement de l'avance et procédera à des versements d'acomptes complémentaires, dans la limite des financements réellement perçus de la Banque des territoires, sur la justification de la réalisation effective des dépenses et de la réalisation des Contributions financières et techniques prévues par le Partenaire.

Des bilans techniques et financiers seront réalisés annuellement par les membres du consortium permettant de suivre l'avancement de la réalisation du projet, de préparer les comités de suivi avec la banque des territoires, de procéder aux appels de fonds et de préparer les éventuelles demandes d'avenant pour validation par le Comité de Pilotage.

Chaque Partenaire supportera individuellement le complément de financement nécessaire à la réalisation de sa Contribution au Projet. Les montants prévisionnels d'aide attribuée aux Partenaires et des compléments de financement qu'ils apportent aux fins d'exécution du Projet figurent à l'Annexe financière du présent Accord.

6.1 Montant de la participation

La FR CIVAM OCCITANIE s'engage à reverser aux Partenaires la part de subvention attribuée à chacun conformément à l'annexe financière et selon la répartition ci-dessous :

	Budget	Subvention France 2030	%BDT	Cofinancements apportés par le partenaire
Association caisse alimentaire commune de Montpellier	8 324 656,18	4 168 788,10	50,08%	4 155 868,09
RCCV34	173 700,00	82 945,36	47,75%	90 754,64
CIVAM BIO 34	112 860,00	56 430,00	50,00%	56 430,00
3M	2 084 158,86	972 079,44	46,64%	1 112 079,44
Ville de Montpellier	1 700 000,00	628 000,00	36,94%	1 072 000,00
Esperluette	1 225 900,00	712 100,00	58,09%	513 800,00
Association Vrac & Cocinas	1 110 450,00	650 660,90	58,59%	459 789,10
Institut agro Montpellier	576 126,00	428 666,00	74,40%	147 460,00
CIRAD	470 800,00	180 699,36	38,38%	290 100,64
Association « abattage à la ferme Hérault » (AFH)	1 601 072,00	800 536,00	50,00%	800 536,01
Terracoopa	237 438,40	118 719,20	50,00%	118 719,20
MIN/ SOMIMON	1 886 097,58	517 432,67	27,43%	1 368 664,91
FR CIVAM Occitanie	572 032,52	490 629,23	85,77%	81 403,29
INRAE (UMR Innovation)	270 484,00	114 313,75	42,26%	156 170,25
Hauts Val & Co	196 110,00	78 000,00	39,77%	118 110,00
CNRS	7 400,00	-	0,00%	7 400,00
				-
Budget Total	20 549 285,54	10 000 000,00	48,66%	10 549 285,57

6.2 Echancier et modalités du reversement de la subvention (A définir selon convention phase réalisation)

La Banque des Territoires prévoit l'échéancier suivant :

- Une première tranche, correspondant à 25 % de la subvention, versée à la signature de la Convention ;
- Un versement intermédiaire correspondant à 40 % de la subvention à mi-parcours du Projet ;
- Un solde correspondant à 35 % de la subvention, à la fin du Projet ; le montant du solde sera ajusté en fonction du montant effectif du versement intermédiaire.

Les reversements par le Coordinateur vers les Partenaires seront réalisés de la manière suivante :

- **Le versement d'une avance**, correspondant au maximum à 10 % de la subvention, sera effectué sur demande formelle du Partenaire après la signature du présent Accord. Il sera réalisé à la suite de la réception de la subvention de la Banque des Territoires par le Coordinateur, sur présentation de tout document probant attestant de la contrepartie financière à cette avance de 10 % et d'un courrier d'appel de fonds attestant de la mobilisation de cette contrepartie financière pour le projet TerrAsol,
- **Des acomptes**, sur justification des dépenses acquittées et de la mobilisation des contreparties financières dans la limite de 65 % de la subvention, seront réalisés à la demande de chaque Partenaire,
- **Le solde**, soit 35 % de la subvention, sera effectué dès réception du solde de financement de la Banque des Territoires et après que le Partenaire aura eu justifié des dépenses réalisées et acquittées.

En aucun cas, le coordinateur ne réalisera d'avance de trésorerie sur ses propres deniers.

6.3 Demandes de versement

Les versements au titre de la subvention seront effectués après contrôle et validation par le responsable administratif et financier du Coordinateur, sur appel de fonds signé par un représentant habilité du Partenaire sur la base du modèle intégré à l'annexe 5 du présent Accord.

Les paiements seront effectués par virements bancaires sur le compte du Partenaire dont les coordonnées sont jointes à la première demande de versement. Aux demandes de versement devront impérativement être jointes les pièces justificatives listées ci-dessous. Une demande de versement de la subvention ne sera réputée reçue qu'à la condition d'être complète.

Pour la première demande de versement, le Partenaire devra transmettre au Coordinateur :

- Le présent Accord signé ;
- Son RIB ;
- Son KBIS ou SIREN de moins de trois mois ;
- Le courrier d'appel de fonds, à partir du modèle fourni dans l'annexe 5 ;
- Tout document probant permettant de justifier du bénéfice de la contrepartie financière au financement de la Banque des Territoires.

Pour **les appels de fonds intermédiaires de la subvention**, le Partenaire devra transmettre :

- Son RIB (en cas de changement depuis la première demande de versement) ;
- Son KBIS ou SIREN de moins de trois mois sur demande du Coordinateur ;
- Le courrier d'appel de fonds, à partir du modèle fourni dans l'annexe 5 ;
- Une actualisation de la maquette budgétaire du Partenaire avec le détail des dépenses effectivement acquittées par ligne d'action et les justificatifs associés, à date de la demande de versement intermédiaire ;
- De fournir des justificatifs des cofinancements

Pour la demande de versement du solde de la subvention, le Partenaire devra transmettre :

- Son RIB (en cas de changement depuis les premières demandes de versement) ;
- Son KBIS ou SIREN de moins de trois mois sur demande du Coordinateur ;
- Le courrier d'appel de fonds, à partir du modèle fourni dans l'annexe 5 ;
- Une certification par un représentant habilité du Partenaire de l'achèvement de la phase de réalisation du Projet et attestant du coût réel de la phase de réalisation du Projet sur papier à en-tête du Partenaire ;
- Le **bilan financier** de la phase de réalisation du Projet :
 - o Un document détaillant l'ensemble des dépenses réalisées pour la phase de réalisation du Projet, à partir du modèle fourni par le Coordinateur, ainsi que l'ensemble des co-financements qui ont permis la réalisation du Projet ;
 - o Une actualisation de la maquette budgétaire en annexe 2 avec le détail des dépenses effectivement réalisées par ligne d'action et les justificatifs associés.

Le Coordinateur est responsable de la bonne conservation des justificatifs de dépenses (factures, déclarations du temps et des ETP consacrés à la

réalisation des actions menées dans le cadre du Projet, etc.) qui pourront éventuellement être demandés par la Banque des Territoires.

- Une contribution effective à la rédaction du bilan final tenant-compte des réalisations du Projet, sur le format du rapport d'avancement,
- Une contribution effective à la rédaction de la grille des indicateurs France 2030 de suivi du Projet actualisée.

ARTICLE 7 : Modifications au sein des Partenaires

7.1 : Entrée d'un nouveau partenaire

L'entrée d'un nouveau partenaire dans le consortium est subordonnée à un accord unanime des membres du Comité de pilotage et à l'accord de la Banque des Territoires. Elle deviendra effective le jour de la signature par le nouveau partenaire du formulaire d'accession selon le modèle en annexe 7 au présent Accord. Ce formulaire sera annexé au présent Accord et notifié par le Coordinateur à l'ensemble des Partenaires. À compter de cette date, le nouveau partenaire sera tenu par les obligations fixées dans l'accord et le formulaire d'accession qu'il aura signé pour entrer dans le consortium, déterminées notamment en fonction du niveau d'avancement du Projet à la date d'entrée du nouveau partenaire. La Contribution du nouveau partenaire sera décrite dans le formulaire d'accession.

7.2 : Retrait d'un Partenaire

Tout Partenaire peut décider de mettre fin à sa participation au Projet. Le Partenaire qui décide de se retirer doit adresser au Coordinateur sa demande. Dans les 15 jours suivant l'envoi de cette lettre, le Coordinateur convoquera une réunion exceptionnelle du Comité de pilotage, qui devra se réunir afin de statuer sur les conséquences d'un tel retrait. Le Partenaire qui souhaite se retirer ne prend pas part au vote.

L'exécution des Contributions du Partenaire souhaitant se retirer pourra, après décision des autres Partenaires en Comité de pilotage, être confiée à un autre Partenaire ou à un tiers désigné par le Comité de pilotage. À l'issue du Comité de pilotage, le Coordinateur transmettra le compte rendu des décisions à la Banque des Territoires pour approbation et le Partenaire désirant se retirer pourra lui notifier sa décision. Il est entendu entre les Partenaires qu'un Partenaire ne sera jamais contraint de demeurer dans le Projet.

7.3 : Exclusion d'un Partenaire

En cas de défaillance de l'un des Partenaires dans l'exécution de ses obligations contractuelles, et notamment dans la réalisation de ses Contributions, le Coordinateur ou un autre Partenaire désigné par le Comité de pilotage et agissant pour le compte de l'ensemble des Partenaires si le Coordinateur est la Partie faisant l'objet de la défaillance, lui adressera, par lettre recommandée avec avis de réception, une mise en demeure d'avoir à exécuter ses obligations. Faute pour le Partenaire concerné de remédier à la défaillance ou de justifier d'un événement constitutif de force majeure dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la mise en demeure, le Partenaire sera considéré comme défaillant. À compter de cette date, ses droits seront suspendus et plus aucune Information confidentielle ne lui sera communiquée. Il pourra en outre voir sa responsabilité engagée à raison du préjudice subi par les autres Partenaires. Le Comité de pilotage devra se réunir dans un délai de 15 jours à compter de la constatation de la défaillance, en présence du Partenaire défaillant, ce dernier ne prenant pas part au vote, afin de statuer sur les conséquences de la défaillance du Partenaire. Le

Comité de pilotage pourra décider d'exclure le Partenaire défaillant par une décision prise à l'unanimité, le Partenaire défaillant ne prenant pas part au vote.

Le Comité de pilotage statuera à l'unanimité également pour l'attribution des Contributions du Partenaire défaillant à un ou plusieurs autres Partenaires ou à un tiers. L'attribution sera effective dès l'approbation de la Banque des Territoires de cette décision.

Sous réserve des dispositions légales et réglementaires en vigueur, en cas de procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un Partenaire, le Coordinateur se chargera :

- (i) De mettre l'administrateur ou le liquidateur judiciaire en charge de ladite procédure, ou le cas échéant le débiteur, en demeure de poursuivre ou résilier la convention ;
- (ii) D'obtenir une réponse explicite de l'administrateur, du liquidateur judiciaire ou le cas échéant du débiteur ; la convention sera résiliée de plein droit à l'égard du Partenaire concerné dans le cas où ladite mise en demeure resterait sans réponse ;
- (iii) D'informer par écrit la Banque des Territoires de toutes les démarches précitées.

Par ailleurs, dans l'hypothèse où un changement de contrôle, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, interviendrait au sein d'un Partenaire au profit d'une entité concurrente d'un autre Partenaire, ce dernier pourra soumettre au vote du Comité de pilotage le maintien au sein du consortium du Partenaire dont le contrôle a changé. Le Comité de pilotage statuera par une décision prise à l'unanimité, le Partenaire concerné ne prenant pas part au vote.

ARTICLE 8 : Confidentialité

Les Informations Confidentielles sont définies comme « tous les éléments d'information confidentiels communiqués au cours de la négociation ou lors de l'exécution de la convention (a) relatifs au Projet et portant la mention « confidentiel », reçus d'un Partenaire soit par écrit, soit oralement et confirmés par écrit dans les 30 jours, ainsi que (b) les éléments recueillis à l'occasion d'échanges avec les autres Partenaires et qui ne sont pas relatifs au Projet. Les Informations Confidentielles comprennent les Connaissances Propres et les Connaissances Nouvelles Propres et Communes dont les conditions spécifiques de divulgation sont spécifiées dans la convention ».

Les Partenaires s'engagent à observer et faire observer la plus stricte confidentialité à l'égard des Informations Confidentielles des autres Partenaires et à prendre toutes mesures nécessaires pour en préserver la confidentialité, à l'égard notamment de leur personnel permanent ou temporaire et de leur sous-traitant, ayant à en connaître pour la réalisation du Projet et sous réserve qu'ils soient tenus d'obligations de confidentialité au moins aussi strictes que celles résultant des présentes. À cet effet, les Partenaires s'engagent à :

- Ce que les Informations Confidentielles soient protégées et gardées Confidentielles ;
- Ce que les Informations Confidentielles reçues soient traitées avec le même degré de précaution et de protection que celui accordé à leurs propres Informations Confidentielles ;
- Ne pas utiliser les Informations Confidentielles dans un but autre que l'exécution du Projet, sauf à obtenir l'accord écrit, exprès et préalable du Partenaire titulaire ;

- Ne révéler les Informations Confidentielles qu'aux membres de leur personnel impliqués dans l'exécution du Projet et ayant à en connaître pour la réalisation du Projet ;
- Ne révéler les Informations Confidentielles aux tiers impliqués dans l'exécution du Projet, et notamment aux sous-traitants et/ou Sociétés affiliées, qu'après avoir sollicité l'accord écrit, exprès et préalable du Partenaire titulaire ;
- Prendre toutes les dispositions nécessaires pour que tous les membres de leur personnel et tous les tiers impliqués dans l'exécution du Projet, qui auront communication d'Informations Confidentielles, traitent les Informations Confidentielles avec le même degré de confidentialité que celui résultant de la présente convention ;
- Signaler le caractère confidentiel des Informations Confidentielles aux membres de leur personnel et/ou à tous les tiers impliqués dans l'exécution du Projet, dès la communication de ces Informations Confidentielles
- Rappeler le caractère confidentiel des Informations Confidentielles avant toute réunion au cours de laquelle des Informations Confidentielles seront communiquées ;
- Ne pas supprimer les formules de copyright, de confidentialité, d'interdiction de copie, ou toutes autres mentions de propriété ou de confidentialité, figurant sur les différentes Informations Confidentielles communiquées, qu'il s'agisse d'originaux ou de copies.

Il est précisé que les Partenaires sont autorisés à tenir leurs sociétés affiliées informées de la réalisation et de l'avancement du Projet, à l'exception de la transmission de toutes Informations Confidentielles appartenant aux autres Partenaires pour lesquelles les stipulations qui précèdent s'appliquent. Par société affiliée, on entend "toute société détenant directement ou indirectement au moins 50 % du capital ou des parts donnant droit à l'élection des organes dirigeants d'un Partenaire, et/ou toute société étant détenue directement ou indirectement par un Partenaire, ou par une société contrôlant ce Partenaire telle que définie ci-avant et ce dans une proportion au moins égale à 50 % du capital ou des parts donnant droit à l'élection des organes dirigeants d'un Partenaire.

En outre, les Partenaires s'interdisent :

- Toute divulgation quelle qu'elle soit, à quelque tiers que ce soit, des Informations Confidentielles, sauf accord écrit exprès et préalable du Partenaire titulaire ;
- De déposer en leur seul nom une demande de brevet sur les Informations Confidentielles dont ils ne sont pas titulaires, et plus généralement un titre de propriété industrielle quel qu'il soit ;
- D'effectuer des copies, reproductions ou duplications de tout ou partie des Informations Confidentielles, sauf accord écrit exprès et préalable du Partenaire titulaire ou lorsque cela est nécessaire pour les besoins de l'exécution du Projet ;
- De se prévaloir, du fait de la communication des Informations Confidentielles, d'une quelconque cession, concession de licence ou d'un quelconque droit de possession antérieur, tel que défini par le Code de la propriété intellectuelle, sur les Informations Confidentielles.

Le Partenaire récipiendaire n'aura aucune obligation et ne sera soumis à aucune restriction eu égard à toutes les informations dont il peut apporter la preuve :

- Qu'elles ont été rendues accessibles au public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci mais dans ce cas en l'absence de toute faute du Partenaire récipiendaire ;
- Qu'elles étaient licitement en sa possession avant de les avoir reçues du Partenaire titulaire ;

- Qu'elles ont été reçues d'un tiers autorisé à les communiquer ;
- Que leur utilisation ou communication a été autorisée par écrit par le Partenaire titulaire.

Dans le cas où la communication d'Informations Confidentielles est imposée par l'application d'une disposition légale ou réglementaire ou dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale, cette communication doit être limitée au strict nécessaire. Le Partenaire récipiendaire s'engage à informer immédiatement et préalablement à toute communication le Partenaire titulaire afin de permettre à ce dernier de prendre les mesures appropriées à l'effet de préserver le caractère confidentiel des Informations Confidentielles.

Les présents engagements de confidentialité s'imposent aux Partenaires pour toute la durée de l'Accord et pendant les cinq (5) années qui suivront son échéance.

Ils ne pourront toutefois faire obstacle aux dépôts de droits de propriété industrielle visés à l'article 10 et à l'exploitation des résultats visée à l'article 11.

Le Comité de pilotage veille au respect des présents engagements de confidentialité. Tout manquement d'un Partenaire pourra donner lieu, à l'initiative d'un ou plusieurs Partenaires, au déclenchement d'une enquête, et pourra constituer une cause d'exclusion de ce Partenaire, conformément aux dispositions de l'article « Exclusion d'un Partenaire ». En tout état de cause, à titre de mesure conservatoire, le Partenaire défaillant ne recevra plus, à compter du constat de son manquement et jusqu'à ce qu'il soit statué sur celui-ci, aucune Information confidentielle.

Les présents engagements de confidentialité se substituent aux engagements de confidentialité que les Partenaires auraient pu prendre les uns à l'égard des autres avant la signature de l'Accord.

ARTICLE 9. Publications et communications

Les Partenaires conviennent que toute publication ou communication relative au Projet doit intervenir dans le respect des obligations de confidentialité, des droits de Propriété intellectuelle des Partenaires, ainsi que des stipulations du présent article. Toute communication faite par les Partenaires du projet TerrAsol devra mentionner que le Projet bénéficie d'un financement France 2030 dans le cadre de l'AMI « Démonstrateurs territoriaux des transitions agricoles et alimentaires » et les logos correspondants devront apparaître dans la mesure du possible sur le support de communication (cf. annexe 3).

Sous cette réserve, chaque Partenaire est libre de faire toute publication ou communication qu'il souhaite sur ses Connaissances Propres. Les Connaissances Propres étant entendues comme « toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques, le savoir-faire secret, les matériels biologiques, les droits et les titres de propriété industrielle et/ou intellectuelle (brevets, certificats d'obtention végétale, marques, logiciels, bases de données, etc.), nécessaires à l'exécution du Projet ou à l'exploitation des Connaissances Nouvelles Propres ou Communes, appartenant à un Partenaire ou détenue par lui avant la date d'effet de l'Accord ou indépendamment de la réalisation du Projet et sur lesquels il détient des droits d'utilisation ».

Tout projet de publication ou communication d'un Partenaire, concernant tout ou partie du Projet et/ou des Connaissances Nouvelles Communes, telles que définies

à l'article 10 du présent Accord, doit être soumis à l'autorisation préalable du Comité de pilotage.

À cette fin, le projet de publication ou communication, doit être remis aux membres du Comité de pilotage. À compter de cette date, le Comité de pilotage a un délai de 15 jours pour se prononcer ; à défaut de réponse dans ce délai, le projet de publication ou communication est considéré comme accepté.

Dans le délai imparti, chaque membre du Comité de pilotage peut demander au Partenaire intéressé :

- De retirer du projet les Informations Confidentielles lui appartenant ;
- D'apporter des modifications à son projet si certaines informations sont susceptibles de compromettre l'utilisation commerciale et industrielle des Connaissances Propres et/ou des Connaissances Nouvelles ou la confidentialité des Informations Confidentielles des autres Partenaires, à condition que les modifications n'altèrent pas la valeur scientifique de la publication ou communication projetée ;
- De reporter la publication ou communication envisagées pour une durée à préciser, notamment si la publication ou communication portent sur des informations devant faire l'objet d'une protection au titre de la Propriété intellectuelle.

Toutefois, sous réserve du respect des stipulations de l'Accord relatives à la confidentialité, l'autorisation préalable du Comité de pilotage ne doit pas faire obstacle :

- Aux règles habituelles de soutenance de thèse, à condition que les examinateurs soient soumis à des obligations de confidentialité. Cette soutenance pourra être organisée à huis clos chaque fois que cela est nécessaire ou demandé par un des Partenaires ;
- À l'obligation que peut avoir un Partenaire de soumettre un rapport d'activité à l'État ou à l'administration à laquelle il appartient, car il s'agit alors d'une communication interne et non d'une divulgation publique.

Les présents engagements s'imposent aux Partenaires pour toute la durée du Projet.

ARTICLE 10. Propriété intellectuelle

10.1 Connaissances Propres

Sous réserve des éventuels droits de tiers, chaque Partenaire reste propriétaire de ses Connaissances Propres ou titulaire des droits qui lui ont été concédés par un tiers sur ses Connaissances Propres.

À l'exception des stipulations ci-après, l'Accord n'emporte aucune cession ou licence des droits du Partenaire détenteur sur ses Connaissances Propres.

Sous réserve des stipulations de l'article 11 ci-après, rien dans le présent Accord n'interdit au Partenaire détenteur d'utiliser de quelque manière que ce soit ses Connaissances Propres pour lui-même ou avec tout tiers de son choix.

10.2 Connaissances Nouvelles

Les Connaissances Nouvelles sont toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques issues de l'exécution du Projet, notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, les bases de données, les logiciels, les dossiers, les plans, schémas, dessins, formules, et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non et/ou brevetés ou non, et tous les droits de propriété intellectuelle en découlant, générés par un ou plusieurs Partenaires, ou leurs sous-traitants.

10.2.1 Connaissances Nouvelles Propres

Les Connaissances Nouvelles Propres sont les Connaissances Nouvelles obtenues par un Partenaire seul, sans le concours d'un autre Partenaire, c'est-à-dire sans la participation en termes d'activité inventive ou intellectuelle lors de l'exécution de sa Contribution.

Les Connaissances Nouvelles Propres sont la propriété du Partenaire qui les a générées.

Les éventuels titres de propriété intellectuelle sur lesdites Connaissances Nouvelles Propres seront déposés à ses seuls frais, à son seul nom et à sa seule initiative.

10.2.2 Connaissances Nouvelles Communes

Les Connaissances Nouvelles Communes sont les Connaissances Nouvelles développées au titre du Projet conjointement par des personnels d'au moins deux Partenaires et dont les caractéristiques sont telles qu'il n'est pas possible de séparer la contribution intellectuelle de chacun desdits Partenaires, notamment pour la demande ou l'obtention d'un droit de propriété intellectuelle.

Les Partenaires ayant généré des Connaissances Nouvelles Communes en sont par principe copropriétaires.

Toutefois, les Partenaires à l'origine d'une Connaissance Nouvelle Commune pourront se concerter afin d'en attribuer la propriété à l'un ou plusieurs d'entre eux.

Les Partenaires copropriétaires signeront, par acte séparé et avant toute exploitation, un accord définissant la répartition des quotes-parts définies à hauteur de leur contribution intellectuelle, matérielle et financière ainsi que les droits et obligations s'y rapportant.

ARTICLE 11. Utilisation - Exploitation

11.1 Connaissances Propres

11.1.1 Aux fins d'exécution du Projet

Pour la durée du Projet, les Partenaires concèdent sans contrepartie financière un droit d'utilisation de leurs Connaissances Propres aux autres Partenaires sur demande écrite de ceux-ci lorsqu'elles leur sont nécessaires pour exécuter leur Contribution.

Ces droits seront non exclusifs, non cessibles et sans droit de sous licence sauf accord préalable et écrit du Partenaire détenteur.

11.1.2 Aux fins d'exploitation des Connaissances Nouvelles

Pendant la durée du Projet et six (6) mois après son terme et sous réserve des droits des tiers, chaque Partenaire s'engage à concéder aux autres Partenaires et/ou à leurs Affiliés, par acte séparé et sur demande écrite, une licence sur ses Connaissances Propres lorsqu'elles sont nécessaires à l'exploitation, par le Partenaire ou l'Affilié qui en fait la demande, de ses Connaissances Nouvelles ou des Connaissances Nouvelles sur lesquels il a obtenu des droits d'exploitation.

Le Partenaire détenteur s'engage à concéder lesdites licences à des conditions commerciales normales pour le secteur d'application considéré.

Ces droits seront non exclusifs, non cessibles et sans droit de sous licence sauf accord préalable et écrit du Partenaire détenteur.

11.2 Connaissances Nouvelles

11.2.1 Utilisation - Exploitation de ses Connaissances Nouvelles par un Partenaire

Chaque Partenaire est libre d'exploiter ses Connaissances Nouvelles Propres sous réserve des droits des autres Partenaires prévus à l'article 11.2.3 ci-après.

11.2.2 Utilisation - Exploitation de ses Connaissances Nouvelles Communes par un Partenaire

Les Partenaires copropriétaires disposent d'un droit non exclusif d'exploitation industrielle et/ou commerciale, directe et indirecte des Connaissances Nouvelles Communes avec droit de concéder une licence à leurs Affiliés.

En cas d'exploitation effective par un Partenaire et/ou ses Affiliés, celle-ci donnera lieu à une compensation financière, forfaitaire ou proportionnelle, qui sera équitable eu égard aux contributions respectives des Partenaires copropriétaires. Toutefois, aucune compensation ne sera due entre industriels en cas d'exploitation directe par l'un d'entre eux.

L'accord de tous les Partenaires copropriétaires est nécessaire en cas d'exploitation exclusive.

Pour les Connaissances Nouvelles Communes consistant en des logiciels, l'accord des autres Partenaires copropriétaires est nécessaire en cas de diffusion des codes sources.

11.2.3 Utilisation - Exploitation de ses Connaissances Nouvelles par un Partenaire non-détenteur autres que les Partenaires copropriétaires

Sauf accord entre les Partenaires concernés, les droits prévus au présent article 11.2.3 seront non exclusifs, non cessibles et sans droit de sous licence.

11.2.3.1 Aux fins d'exécution du Projet

Pour la durée du Projet, les Partenaires concèdent un droit d'utilisation de leurs Connaissances Nouvelles Communes aux autres Partenaires sur demande écrite

de celles-ci lorsqu'ils leur sont nécessaires pour exécuter leur Contribution. Cette concession se fait sans contrepartie financière.

Ces droits seront non exclusifs, non cessibles et sans droit de sous licence sauf accord préalable et écrit des Partenaires copropriétaires.

11.2.3.2 Aux fins d'exploitation des Connaissances Nouvelles

Lorsque des Connaissances Nouvelles Communes appartenant à des Partenaires copropriétaires sont nécessaires à l'exploitation de Connaissances Nouvelles par un ou plusieurs autres Partenaires et/ou à leur Affiliés, les Partenaires copropriétaires s'engagent à concéder aux autres Partenaires et/ou à leurs Affiliés, une licence sur leurs Connaissances Nouvelles Communes.

Lorsque des Connaissances Nouvelles Propres appartenant à un Partenaire sont nécessaires à l'exploitation de Connaissances Nouvelles par un ou plusieurs autres Partenaires et/ou à leur affilié, le Partenaire propriétaire s'engage à concéder aux autres partenaires et/ou à leurs Affiliés, une licence sur ses Connaissances Nouvelles Propres.

A cette fin, pendant la durée du Projet et six (6) mois après son terme, chaque Partenaire détenteur s'engage sur demande écrite à concéder par acte séparé aux autres Partenaires une licence à des conditions justes et raisonnables.

11.2.3.3 A des fins de recherche interne et d'enseignement

Les Partenaires concèdent un droit d'utilisation de leurs Connaissances Nouvelles aux autres Partenaires à des fins de recherche interne ou d'enseignement exclusivement.

Cette demande devra être faite par acte séparé et sur demande écrite pendant la durée du Projet ou six (6) mois après son terme.

Cette concession se fait sans contrepartie financière.

ARTICLE 12. Résiliation

L'accord de partenariat pourra être résilié d'un commun accord des Partenaires sur décision du Comité de pilotage prise à l'unanimité.

Les stipulations des articles 8, 9, 10 et 11 demeureront en vigueur, le cas échéant, pour la durée qui leur est propre, nonobstant l'expiration ou la résiliation de l'accord de partenariat.

ARTICLE 13. Intuitu Personae

Les Partenaires déclarent que l'Accord est conclu intuitu personae.

En conséquence, aucun Partenaire n'est autorisé à céder à un tiers tout ou partie de ses droits et obligations sans l'accord préalable et écrit des autres Partenaires.

ARTICLE 14. Responsabilité et Assurance

14.1. Responsabilité

Chaque Partenaire supporte en ce qui le concerne toutes les conséquences de la mise en jeu de la responsabilité civile qu'il encourt en vertu du droit commun, en raison de tous dommages causés aux tiers à l'occasion des travaux effectués pour la réalisation du Projet dans le cadre de l'Accord.

L'Accord exclut toute solidarité entre les Partenaires vis-à-vis des tiers.

14.2. Assurance

Chaque Partenaire déclare avoir souscrit une police d'assurance ou être assuré par l'État, ou agir comme son propre assureur pour garantir les conséquences de la mise en jeu de sa responsabilité civile en raison des dommages qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de l'Accord.

De manière générale, chaque Partenaire prendra à sa charge toute assurance que la loi impose et qui est nécessaire à son activité, notamment en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles et ce sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables.

Chaque Partenaire veillera à ce que les polices d'assurance, nécessaires pour garantir les dommages éventuels causés par un personnel tiers accueilli dans les locaux d'un des Partenaires pour l'exécution de l'Accord, aient été souscrites.

14.3. Mises à disposition de matériel et équipement

Les matériels et équipements mis par un Partenaire à la disposition d'un autre dans le cadre de l'Accord, resteront la propriété de celui-ci qui prend en charge l'assurance correspondante.

En conséquence chaque Partenaire supportera la charge des dommages subis dans le cadre de l'exécution du Projet par les matériels, installations et outillages dont elle est propriétaire, y compris les matériels confiés aux autres Partenaires et les matériels en essais, même si les autres Partenaires sont responsables du dommage sauf faute lourde ou intentionnelle de cette dernière.

Chaque Partenaire s'engage à utiliser normalement et raisonnablement les matériels et équipements fournis. Il en assurera l'entretien et s'assurera que le matériel ne sera manipulé que par des personnes ayant les compétences, connaissances, expériences et aptitudes suffisantes, dans un contexte adapté à la nature du matériel. Dans l'hypothèse d'achat de matériels ou d'équipements en commun pour la réalisation du Projet ou de financement par un Partenaire, les Partenaires devront déterminer quel Partenaire en sera propriétaire et prendra en charge l'assurance.

14.4. Mise à disposition de connaissances

Les Partenaires reconnaissent que les Connaissances Propres, les Connaissances Nouvelles ou toute autre Information Confidentielle communiquées par l'un des Partenaires aux autres Partenaires dans le cadre de l'exécution du présent Accord sont communiquées en l'état, sans aucune garantie de quelque nature qu'elle soit.

Sont notamment expressément exclues toutes garanties relatives à l'exploitation commerciale et/ou industrielle des Connaissances Nouvelles, à leur sécurité, ou à

leur compatibilité ou conformité à un usage spécifique, à une absence d'erreur ou de défaut ou à une dépendance par rapport à des droits de tiers.

Ces Connaissances Propres, Connaissances Nouvelles et Informations Confidentielles sont utilisées par les Partenaires dans le cadre de l'Accord à leurs seuls frais, risques et périls respectifs, et en conséquence, aucun des Partenaires n'aura de recours contre un autre Partenaire, ni ses sous-traitants éventuels, ni son personnel, à quelque titre que ce soit et pour quelque motif que ce soit, en raison de l'usage de ces Connaissances Propres, Connaissances Nouvelles et Informations Confidentielles.

ARTICLE 15. Intégralité de l'Accord

L'Accord, ses annexes et ses éventuels avenants traduisent l'intégralité des engagements pris par les Partenaires dans le cadre défini en préambule.

En cas de contradiction entre les différents documents, le document le plus récent prévaudra pour l'obligation en cause.

L'Accord annule et remplace les accords et documents, écrits et verbaux, établis et échangés au cours de la période de négociation et ayant le même objet. Toutefois, son existence n'affectera pas les droits et obligations résultant de contrats conclus antérieurement entre les Partenaires et dont l'objet est distinct de celui de l'Accord.

ARTICLE 16. Invalidité d'une clause

La nullité d'une ou plusieurs stipulations de l'Accord n'entraîne pas l'annulation de l'ensemble de l'Accord, sauf si la nullité de cette stipulation rendait l'Accord incompatible avec l'intention des Partenaires au jour de la signature de l'Accord.

En cas d'annulation d'une des présentes clauses, l'Accord se poursuivra en l'absence du dispositif annulé. Si cela est nécessaire à l'exécution de l'Accord, les Partenaires se réuniront dans les plus brefs délais afin de négocier de bonne foi une nouvelle clause destinée à remplacer celle annulée, par voie d'avenant, en s'efforçant de respecter la commune intention des Partenaires existant au jour de la signature de l'Accord.

ARTICLE 17. Droit applicable - litiges

L'accord de partenariat est soumis au droit français.

En cas de difficulté sur l'interprétation, l'exécution ou la validité de l'Accord, et sauf en cas d'urgence justifiant la saisine d'une juridiction compétente statuant en référé, les Partenaires s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable par l'intermédiaire du Comité de pilotage, puis de leurs autorités respectives.

Au cas où les Partenaires ne parviendraient pas à résoudre leur différend dans un délai de trois (3) mois à compter de sa survenance, le litige sera porté par le Partenaire le plus diligent devant les tribunaux français compétents.

Fait en 16 exemplaires originaux à Montpellier le

Fédération Régionale des CVAM d'Occitanie

Pierre Baudéan, Co-Président

Coordinateur du projet,

signature:

Montpellier Méditerranée Métropole
Mickaël DELAFOSSE, Président
Ou son représentant dûment habilité
Partenaire du projet
Signature

Ville de Montpellier,
Mickaël DELAFOSSE, Maire
Ou son représentant dûment habilité
Partenaire du projet
Signature

L'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (l'Institut Agro),

Carole SINFORT, Directrice de l'Institut Agro Montpellier

Partenaire du projet

signature :

L'association Vrac & Cocinas

Pauline Scherer,

Partenaire du projet,

Signature :

L'association Abattoir à la ferme Hérault

Emilie Dequiedt, Présidente

Partenaire du projet,

signature :

**L'Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et
l'Environnement (INRAE),**

Sylvain Labbé, Président du Centre de Recherche Occitanie Montpellier

Partenaire du projet,

signature :

La SOMIMON (MIN de Montpellier)

Monsieur Olivier LAURO, Directeur Général

Partenaire du projet

signature:

Association l'Esperlurette

Madame Valentine Sarrut, Présidente

Partenaire du projet

Signature

Terracoopa,

Monsieur Joseph Le Blanc, Gérant

Partenaire du projet

Signature

Association Hauts Val & Co

Madame Bérénice Mey, Présidente

Partenaire du projet

Signature

CIVAMAGRIBIOLOGIQUE 34

Monsieur Basile Dequiedt

Partenaire du projet

Signature

Association Regroupement circuits courts volailles

Monsieur Jean Michel Bedoya, Président

Partenaire du projet

Signature

**Centre de coopération internationale en recherche
agronomique pour le développement (CIRAD)**

Madame Paule Moustier, directrice de l'UMR MOISA

Partenaire du projet

Signature

**Association la Caisse Alimentaire Commune de
Montpellier**

Madame Marine ALVAREZ, Co-Présidente

Partenaire du projet

Signature

PROJET

Annexes :

- Annexe 1 : Synthèse du dossier scientifique du projet et fiches actions
- Annexe 2 : Annexe Plan de financement
- Annexe 3 : Calendrier de réalisation
- Annexe 4 : Logos
- Annexe 5 : Courrier d'appel de fonds
- Annexe 6 : Engagement des partenaires
- Annexe 7 : Formulaire d'accession

Annexe 4 : Logos



ANNEXE 5 - COURRIER DE DEMANDE DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Coordonnées du porteur de projet

FR CIVAM OCCITANIE
MAS DE SAPORTA
CS 50023
34875 Lattex CEDEX

[Ville], le [date]

Objet : Appel de fonds réalisé dans le cadre de l'accord de consortium du projet TerrAsol 2024-2029 – Avance, Acompte n°xx, solde

Madame, Monsieur,

Je soussigné(e), XXX, agissant en qualité de représentant(e) XXX

- Confirme avoir pris connaissance de l'accord de consortium référencée en objet et notamment des dispositions financières prévues dans son article 6,
- Certifie détenir l'ensemble des justificatifs attestant de la réalisation du Projet faisant l'objet de la présente demande de versement,

- Certifie que la contrepartie au financement de la banque des territoires de XXX euros justifiées par convention de financement, valorisation temps de travail, etc. et présentée pour le présent appel de fonds est dédiée au projet TerrAsol,
- Déclare être à jour de mes obligations au titre de l'article 5 de l'accord de consortium référencé en objet, à la date de signature de la présente demande,
- Certifie que les éléments et informations mis à votre disposition à l'appui de la demande de versement référencée en objet sont exacts et correspondent à la réalité des travaux réalisés et des dépenses engagées
- Certifie respecter les principes de la commande publique ainsi que de toute réglementation qui m'est applicable.

Je demande le versement de la somme de XXXXX euros au titre du premier versement/du versement intermédiaire/du versement du solde de la subvention.

[signature et cachet du signataire]

Nb : la demande doit être impérativement accompagnée des pièces justificatives dont la liste figure à l'article 6 de la présente convention.

ANNEXE 6 – ENGAGEMENT DES PARTENAIRES

1) Engagement du Porteur de projet pour son compte et pour celui des Membres du consortium

Le Porteur de projet s'engage au titre de la Convention en son nom et pour son compte ainsi qu'au nom et pour le compte des Membres du consortium. Le Porteur de projet est le seul interlocuteur de l'Opérateur et il est responsable de la mise en place et de la formalisation de la collaboration entre les Membres du consortium, de la répartition de la Subvention entre les Membres du consortium et de la coordination, de la transmission des documents indiqués à l'article 3.3.1 pour le versement de la Subvention

2) Collaboration de bonne foi

Le Porteur de projet et l'Opérateur s'engagent à collaborer de bonne foi et à communiquer entre eux autant que nécessaire afin de s'assurer de la bonne réalisation du Projet, conformément aux termes de la Convention.

Le Porteur de projet s'engage à transmettre à l'Opérateur dans un délai de dix jours ouvrés toute information relative à la modification du Projet.

Les Parties se rapprocheront alors pour déterminer la suite à donner à la Convention.

3) Réalisation du Projet

Dans les délais prévus à l'article 2.3, le Porteur de projet s'engage à finaliser la réalisation du Projet sélectionné par le Premier Ministre sur avis des instances de décision prévues à l'article 2.4 de la Convention Etat-CDC.

Le Porteur de projet s'engage à se conformer aux obligations qui lui incombent au titre :

- De la présente Convention ;
- De la réglementation en matière de commande publique et d'aides d'Etat ;
- Des règles relatives à la lutte anti-blanchiment envers les Membres du consortium ;
- De toute autre réglementation susceptible de s'appliquer au Projet en vertu tant de son objet que du statut des Membres du consortium.

4) Obligation d'information et de suivi

Le Porteur de projet prend acte des termes de la Convention Etat-CDC et s'engage en conséquence à collaborer avec l'Opérateur afin de permettre à ce dernier de remplir sa mission d'information à l'égard de l'Etat, sa mission d'évaluation et son obligation de suivi des projets financés dans le cadre du plan France 2030. Le Porteur de projet prend le même engagement à l'égard de l'ensemble des comités mis en place dans le cadre du dispositif « Démonstrateurs territoriaux des transitions agricoles et alimentaires ».

A ce titre le Porteur de projet s'engage :

- (a) à communiquer à première demande et dans un délai raisonnable toute information ou document que l'Opérateur pourrait solliciter dans ce cadre ;

- (b) à informer l'Opérateur par écrit dès qu'il en a connaissance et à proposer un plan d'action destiné à y remédier le cas échéant :
- De tout évènement pouvant affecter le bon déroulement du Projet ou la bonne exécution de la Convention ;
 - De toute difficulté liée à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements au titre de la Convention, ainsi que de toute modification de cette situation ;
 - De tout changement de sa forme juridique préalablement à la réalisation dudit changement ;
 - De toute difficulté liée à la situation juridique ou financière d'un des Membres du consortium susceptibles de perturber la bonne exécution de ses engagements au titre de la Convention, ainsi que de toute modification de cette situation ;
 - De tout changement de la forme juridique d'un des Membres du consortium préalablement à la réalisation dudit changement ;
 - De tout changement relatif au Partenariat ;
- (c) à transmettre à l'Opérateur un rapport d'avancement, dont le modèle est fourni en annexe 6, tous les 6 mois à compter de la date de signature de la présente Convention et en amont de chaque comité de suivi (voir paragraphe suivant) ;
- (d) à participer aux évènements organisés avec l'Opérateur, le SGPI, les comités décisionnaires en place, pour faire les bilans de l'avancée du Projet ;
- (e) à fournir toutes les données, informations et indicateurs nécessaires à l'Opérateur dans le cadre de France 2030. En particulier, la grille des indicateurs de suivi du Projet - telle que définie en annexe 9 - sera actualisée par le Porteur et transmise à l'Opérateur annuellement, au 1^{er} janvier de chaque année.

Un comité de suivi du Projet a vocation à constituer l'outil de suivi opérationnel du Projet entre l'ensemble des parties prenantes en fonction de l'ordre du jour, afin que les modalités de mise en œuvre du Projet soient partagées et décidées. Les questions financières y sont notamment traitées pour préparer les remontées d'information à l'Opérateur.

Le comité de suivi du Projet se réunira au minimum 2 fois par an pour la durée du Projet et autant que de besoin et sur simple convocation ou sollicitation du Bénéficiaire ou de l'Opérateur. Le fonctionnement du Comité de Suivi ainsi que ses participants seront fixés par le Porteur de Projet avec l'accord de l'Opérateur.

5) Obligations comptables liées à la Subvention

Le Porteur de projet assume sous sa responsabilité la gestion de la Subvention qui lui est versée et à ce titre collecte les pièces justificatives correspondantes et les conserve pendant toute la durée de la Convention et pendant une durée de dix ans à compter du terme de la Convention.

Le Porteur de projet s'engage à pouvoir présenter tous les éléments nécessaires à l'évaluation précise des coûts liés à la réalisation du Projet, ainsi qu'une traçabilité des flux financiers (entrées et sorties) liés à la gestion de la Subvention.

4.2 Objectifs et évaluation

Le Porteur de projet prend acte des objectifs fixés à l'Opérateur en application de la Convention Etat-CDC et s'engage pour ce qui concerne les Membres du consortium et lui-même sur les objectifs figurant en annexe 1.

Le Porteur de projet accepte en outre expressément que la réalisation du Projet puisse donner lieu, en application de l'article 4.3 ci-dessus, à un contrôle et à une évaluation par l'Opérateur ou par tout organisme de contrôle désigné par lui ou autorisé aux termes de la Convention Etat-CDC.

Le Porteur de projet s'engage par ailleurs à fournir tous les documents nécessaires aux évaluations du Projet et à collaborer avec l'Opérateur, ou toute personne ou organisme désigné par elle, pour les besoins de ces évaluations. A ce titre, il s'engage également à répondre à tout questionnaire ou demande d'information envoyés par l'Opérateur pour les besoins d'évaluations *ex post* et ce, jusqu'à 8 (huit) années après la fin du Projet.

6) Responsabilité

Dans le cadre de la Convention, le Porteur de projet est seul responsable de l'exécution du Projet et de l'ensemble des opérations y afférentes y compris toute déclaration ou obtention d'autorisation légale ou réglementaire relative à la protection des données à caractère personnel. Le Porteur de projet s'engage, en tant que mandataire du Partenariat, à ce que le Projet ait été conçu dans le respect de la réglementation lui étant applicable, compte tenu, notamment, du statut des Membres du consortium.

L'Opérateur ne peut être tenu pour responsable de tout acte, manquement contractuel ou infraction commis à raison de la réalisation du Projet par le Porteur de projet. Sauf absence injustifiée de versement de la Subvention, le Porteur de projet garantit l'Opérateur, contre tout recours et conséquences pécuniaires dudit recours provenant d'un tiers, y compris les autres Membres du consortium, entité en charge de la maîtrise d'ouvrage opérationnelle, de l'assistance à maîtrise d'ouvrage, à raison de la réalisation du Projet et des conséquences pécuniaires afférentes à une telle demande ou un tel recours.

En particulier, l'Opérateur n'intervient en rien dans les rapports que le Porteur de projet entretient avec les entités en charge de la maîtrise d'ouvrage opérationnelle, de l'assistance à maîtrise d'ouvrage, les Membres du consortium, ses contractants et sous-traitants éventuels et sa responsabilité ne saurait être engagée à ce titre.

Le Porteur de projet s'engage à souscrire, si besoin est, et dans la mesure où cela est compatible avec ses statuts, à ses propres frais, les polices d'assurance nécessaires afin de couvrir, pour un montant suffisant, les risques et responsabilités lui incombant tant en vertu du droit commun que de ses engagements découlant de la présente Convention. A cet égard, le Porteur de projet fournira copie à l'Opérateur de son attestation de responsabilité civile.

7) Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT) et lutte contre la corruption (LAC)

a) Le Porteur de projet, les Membres du consortium, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants et agents ou employés respectifs n'ont commis d'actes susceptibles d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte contre la corruption (LAC) en vigueur dans toute juridiction compétente. En outre, le Porteur de projet a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en œuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

Dans le présent paragraphe, la Réglementations relatives à la LCB-FT signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Dans le présent paragraphe, les normes en matière de lutte contre la corruption signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

b) Le Porteur de projet s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou une partie du produit de la Subvention pour apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai la CDC, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes mentionnées au point a).

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, la CDC a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée du Porteur de projet et de son/ses bénéficiaire(s) effectif(s) le cas échéant et de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à 1 an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

A ce titre, pendant toute la durée de la convention, le Porteur de projet (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, la CDC met en œuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande à la CDC tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

8) Sanctions internationales

Le Porteur de projet, les Membres du consortium, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

Le Porteur de projet, les Membres du consortium s'engagent à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit de la subvention (i) dans un *Pays Sanctionné* ou (ii) d'une manière qui entraînerait une violation par le Bénéficiaire des *Réglementations Sanctions*.

Le Porteur de projet s'engage à informer sans délai la CDC de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

Dans le présent paragraphe, *Réglementation Sanctions* signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en œuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables. *Pays Sanctionné* signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales ou sectorielles relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

ANNEXE 7 - FORMULAIRE D'ACCESSION

Ce formulaire d'accession concerne : (ci-après désignée le "Nouveau Partenaire")

PREAMBULE

Le Nouveau Partenaire souhaite en signant ce formulaire d'accession devenir un Partenaire de l'Accord signé par les Partenaires.

Ce formulaire est mis en place en conformité avec les dispositions de l'article 7.1 de l'Accord et à la suite de l'accord du comité de pilotage TerrAsol du

LE NOUVEAU PARTENAIRE A DONC CONVENU CE QUI SUIVIT :

Les mots et expressions de ce formulaire débutant par une majuscule auront la signification et devront être interprétés selon les définitions figurant dans l'Accord.

Le Nouveau Partenaire reconnaît avoir pris connaissance des termes de l'Accord et s'engage sans réserve à se conformer et à appliquer les principes et obligations contenues dans cet Accord.

Détail des Contributions du Nouveau Partenaire au Projet :

L'accession à l'Accord par le Nouveau Partenaire sera effective à compter du

Ce formulaire d'accession est régi par le droit français et les dispositions de l'Accord relatives au règlement des litiges lui sont applicables.

L'Accord est établi en deux exemplaires originaux et est signé par le représentant habilité du Nouveau Partenaire.

Nouveau Partenaire

Signature :

Nom:

Titre:

Date: